

13

Les marchés ruraux de bois-énergie au Niger : le mode de développement

P. MONTAGNE, M. HOUSSEINI, L.O. SANDA

Projet Énergie II / Énergie domestique - Volet Offre, Niamey, Niger.

Résumé

La création des marchés ruraux de bois-énergie est officiellement possible, au Niger, depuis la promulgation de l'ordonnance 92-037 du 21 août 1992 qui fournit le cadre général dans lequel les populations, légitimées dans la gestion des ressources ligneuses de leur terroir, pourront en assurer une gestion durable.

Dans ce cadre, les agents forestiers ne sont plus des « policiers du monde rural » : ils interviennent à la demande explicite des ruraux pour faire respecter leurs droits. La seconde tâche de l'administration forestière réside dans le conseil et l'appui technique.

Un guide de développement et de mise en place des marchés ruraux a été rédigé en 1993 et permet aux agents de base de découvrir une zone d'une façon raisonnée et organisée pour aboutir à la création de ces marchés ruraux. Ce guide intègre, dans un ordre chronologique précis, six étapes pouvant amener à l'agrément et à l'ouverture officielle du marché rural de bois-énergie : (1) information des populations ; (2) contact avec les villages candidats ; (3) diagnostic villageois et délimitation des surfaces exploitables ; (4) soutien à l'élaboration de la structure marché rural ; (5) officialisation de la création du marché rural ; (6) appuis à l'autogestion / suivi administratif et contrôle fiscal et technique.

Le système de gestion mis en place tient compte des contextes socio-économiques et écologiques propres à chaque terroir villageois. Il s'intègre dans un dispositif global intégrant une réforme fiscale et réglementaire et s'appuyant sur un système de contrôle renforcé.

Introduction

Dans l'objectif de répondre à une demande croissante des populations urbaines du Niger en bois-énergie, les aménagements forestiers, suite au constat d'échec des projets de plantation, ont été intégrés au début des années 1980 dans un cadre coopératif. Les diagnostics établis sur les difficultés rencontrées par ces expériences ont permis de mettre en évidence les erreurs commises, en particulier celle d'avoir privilégié les aspects techniques. Les travaux de réhabilitation, s'ils ont permis de distribuer jusqu'à 90 millions FCFA par an dans les villages limitrophes des massifs, ont mobilisé d'importants fonds de l'aide extérieure¹, et entraîné des lourdeurs administratives et techniques difficilement compatibles avec la souplesse qu'exigeait la recherche d'une meilleure gestion des massifs forestiers. Il est désormais patent que le contexte économique est l'élément moteur de la demande en bois, et donc, *in fine*, détermine les phénomènes de dégradation : faible pouvoir d'achat des populations urbaines limitant les capacités de substitution, maintien de l'exploitation extensive agricole et pastorale, recherche de profits maximaux de la part des transporteurs-commerçants les conduisant à piller sans cesse de nouveaux sites.

Ces coopératives, quel que soit le bilan que l'on peut en faire *a posteriori* (notamment leur caractère inter-villageois entraînant de grandes difficultés de gestion) ont cependant montré, par leur bilan financier (65,5 millions FCFA de chiffre d'affaires de 1986 à 1990, «l'âge d'or des coopératives») qu'il était possible d'organiser les populations rurales pour les aider à retrouver l'entière maîtrise de leurs ressources et renverser des flux financiers jusqu'alors le plus souvent orientés des campagnes vers les villes. Le constat a été fait que les structures à mettre en place, pour être indépendantes des financements extérieurs et conserver des chances de perdurer sans appui extérieur, devaient être les plus simples possible et donc, contrairement aux idées dominantes en matière de gestion des terroirs notamment, monosectorielles et verticales. Il s'agissait de mettre en place un système à même de modifier de façon fondamentale l'organisation structurelle des filières d'approvisionnement en bois des villes, jusque là maîtrisées quasi exclusivement par des exploitants urbains.

Tirant profit de ces expériences, les propositions d'aménagement de la Stratégie Énergie Domestique s'intègrent donc dans un cadre strictement villageois. La politique forestière de la Direction de l'Environnement est désormais fondée sur la promotion des marchés ruraux (Mahamane et Montagne, 1997).

Le marché rural de bois-énergie

La création des marchés ruraux de bois-énergie est officiellement possible depuis la promulgation de l'ordonnance 92-037 du 21 août 1992 qui fournit le cadre général dans lequel les populations doivent s'inscrire pour gérer leurs ressources forestières.

¹ Forcément volatile, d'autant plus que les résultats des travaux réalisés, souvent pharaoniques, n'ont jamais été à la hauteur des espoirs et des investissements consentis.

Il s'agit en priorité d'expliquer ce nouveau cadre : il est nécessaire de le faire fonctionner à un niveau qui justifie l'effort tout particulier fait par les autorités politiques du pays pour modifier les anciennes réglementations. L'accent continuera d'être mis sur la diffusion d'une information nationale, le plus souvent radiophonique, de la population, concernant le nouveau régime de taxation du bois et la possibilité, pour les villages, de demander la création de marchés ruraux. A l'échelle locale, une information plus complète de la population rurale est faite pour expliquer les détails des droits et devoirs induits par ce nouveau cadre structurel.

Cette information est la condition pour que la population rurale, notamment celle qui se sent lésée par les prélèvements ligneux effectués par les bûcherons salariés des exploitants transporteurs, puisse réagir en se constituant en marché rural, seul base légale d'opposition à ces prélèvements. Ce degré de réaction sera bien sûr différent selon les villages touchés, en fonction des multiples paramètres susceptibles de l'influencer (facteurs ethniques, professionnels, démographiques, *etc.*), mais l'on peut espérer que l'effet d'entraînement jouera au mieux.

Présentation

L'analyse des expériences passées a montré que seules les populations rurales légitimées dans la gestion des ressources ligneuses de leur terroir peuvent en assurer une gestion durable. En assurant un revenu non négligeable, la forêt devient pour elles un facteur de développement économique local. Il s'agit donc de mettre en place les conditions de création d'une institution villageoise (le marché rural de bois-énergie) responsable de la gestion technico-commerciale des terroirs sylvo-pastoraux. L'État est le garant de la viabilité de cette institution aux plans de la gestion écologique (quota annuel, conseils techniques, contrôle fiscal) et de la sécurisation des acteurs du secteur économique (villageois, bûcherons, transporteurs, commerçants, consommateurs).

Le marché rural est une institution et une structure commerciale. C'est un site rural de vente de bois-énergie géré par une structure locale de gestion et agréé par l'administration de l'Environnement. Il est approvisionné par une zone d'exploitation délimitée d'un commun accord entre la population locale, la structure locale de gestion et l'administration de l'Environnement. C'est aussi le moyen d'initier un processus de négociation interne et externe pour définir les règles d'appropriation des ressources renouvelables de l'espace villageois. Un des enjeux essentiels réside dans l'implication effective des éleveurs.

Par ailleurs, les nouveaux textes modifient en profondeur les tâches de terrain des agents forestiers et de l'administration de l'Environnement. Les agents forestiers ne sont plus des « policiers du monde rural ». Ils interviennent à la demande explicite des ruraux pour faire respecter leurs droits. Cette mutation fondamentale des esprits nécessite des efforts importants d'information. La seconde tâche de l'administration forestière réside dans le conseil et l'appui technique. Les règles techniques de l'aménagement ne sont que la contrepartie négociée de la restitution des ressources renouvelables aux populations villageoises. Elles font donc explicitement partie du contrat entre la structure locale de gestion et l'administration. Le marché rural règle en fait l'accès commun et simultané des divers utilisateurs d'un même espace. Il limite les usages de chacun de façon à assurer la

viabilité à long terme de la ressource ligneuse. En 1990, cette perspective de réorganisation fondamentale du commerce du bois n'apparaît possible ni aux populations rurales, ni aux cadres de l'administration : le pouvoir des exploitants-salariés des commerçants des villes, fort du soutien institutionnel de l'administration et du système de délivrance des coupons de transport, qui ne tient pas compte des lieux d'exploitation, est indiscutable. L'idée fondamentale de vouloir confier aux ruraux la tâche de prélèvement des taxes, en lieu et place des régies forestières, est fortement combattue et paraît à beaucoup irréaliste et source de fraudes. Une des premières tâches du projet Énergie II-Énergie Domestique, soutenu par de nombreux cadres de l'administration, a été «d'ouvrir l'horizon des possibles» aux yeux des villageois et aux cadres de l'administration.

Il a fallu (et il faudra de plus en plus) convaincre et non pas imposer, démontrer et non pas dicter ; en somme faire preuve d'une pédagogie adaptée à chaque interlocuteur, qu'il soit villageois bûcheron ou non, commerçant-transporteur, cadre ou agent de terrain de l'administration de l'Environnement et enfin consommateur.

Une démarche multidisciplinaire pour un processus de développement durable

Pour répondre à l'objectif principal de la Stratégie Énergie Domestique (SED ; cf. Mahamane et Montagne, 1997), c'est-à-dire la création de marchés ruraux en grand nombre à même de prendre effectivement le contrôle des principales filières d'approvisionnement en bois des villes, il est nécessaire de mettre en place un système de développement et de vulgarisation durable. Il a fallu pour cela imaginer une démarche qui intègre non seulement tous les éléments nécessaires à la mise en place des marchés, mais aussi tous ceux qui seront indispensables à leur fonctionnement à long terme.

Comment traduire les grands axes de la SED dans un message clair et compréhensible pour tous les ruraux susceptibles d'adhérer à ces propositions d'une exploitation durable des ressources ligneuses ? Une méthodologie a donc été mise au point en deux ans de travail et a abouti à la création d'une première génération de marchés ruraux dans les arrondissements de Say (quatre marchés), de Birni N'Gaouré (quatre marchés) et Gouré (deux marchés).

L'expérience aidant, il apparaît aujourd'hui que cette méthodologie peut être simplifiée pour pouvoir être mise en œuvre par des agents d'animation et des agents techniques des Eaux et Forêts non impliqués dans la démarche initiale. Il s'agira seulement de respecter rigoureusement un certain nombre de critères méthodologiques, même s'il est évident que des adaptations locales devront être réalisées. Un guide de développement et de mise en place des marchés ruraux a donc été rédigé en 1993 : il permet à ces agents de base d'analyser une zone de façon raisonnée et organisée pour aboutir à la création des marchés ruraux.

Phase préparatoire à la création de marchés ruraux

Il s'agit avant tout d'expliquer ce qu'est la SED et en quoi son application peut modifier les rapports de force qui existent notamment entre les exploitants-salariés et les villageois riverains des territoires sylvo-pastoraux. Il est important d'éviter de choisir, à vue de nez,

des villages-cibles pour lancer des travaux de terrain devant aboutir à la création de marchés ruraux non réfléchis. En effet, même si l'objectif est de couvrir l'ensemble de la zone SDAN (cf. Attari, 1997), il s'agit avant tout de favoriser la création des marchés ruraux par le lancement d'une dynamique sociale qui, par un effet d'entraînement, créera les conditions favorables à l'apparition d'autres marchés ruraux autour de ceux créés à l'origine.

Cela nous a conduit à proposer une séquence des opérations à effectuer qui, tout en tenant compte des disponibilités de la ressource, privilégie les problèmes d'information et de sensibilisation de la population et les évaluations socio-économiques : un guide synthétique des différentes procédures a été réalisé, afin de permettre à une équipe réduite (un animateur et un agent forestier) d'organiser la mise en place de plusieurs marchés ruraux (Figure 1).

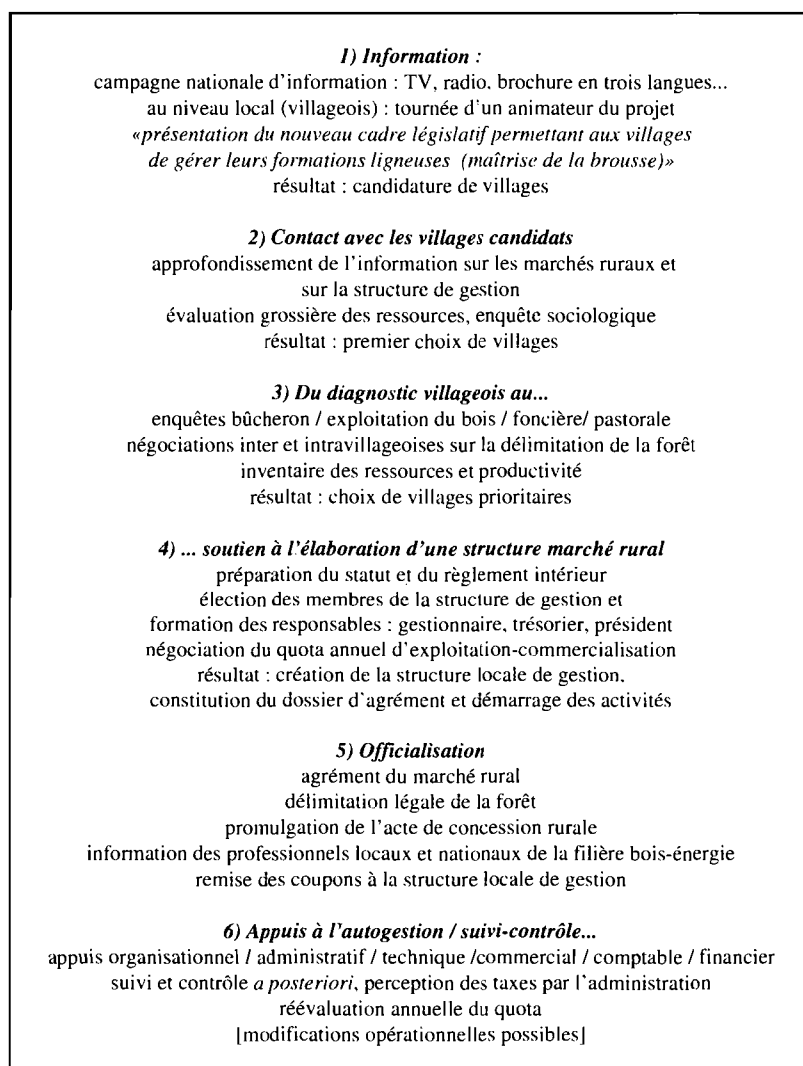


Figure 1 . Les principales étapes de la création des marchés ruraux de bois-énergie au Niger.

Information des populations

L'étape d'information se déroule à deux niveaux :

- à l'échelle nationale, par l'intermédiaire des médias TV mais surtout radio, et par diffusion de brochures spécifiques en langues locales. A ce niveau trois langues sont actuellement utilisées (peuhl, haoussa et djerma) ;
- à l'échelle locale, par les animateurs passant de village en village. L'information porte sur les dispositions légales :
 - la nouvelle réglementation et le nouveau régime de taxation du bois sont destinés à favoriser les marchés ruraux ;
 - les marchés ruraux sont des structures commerciales villageoises créées, organisées et gérées par les populations rurales en général et les bûcherons en particulier, exploitants exclusifs du bois ;
 - l'administration est également, par l'intermédiaire de son système de contrôle, chargée de garantir aux exploitants-ruraux le respect des zones réservées aux marchés ruraux.

Le contact avec la population et les villages candidats

Les habitants informés des possibilités offertes par la nouvelle fiscalité peuvent demander aux Services de l'État, représentés par le Service d'Arrondissement de l'Environnement, d'entamer la procédure conduisant au choix des sites de production et de recueillir alors les noms des villages candidats. Cette démarche tient compte de critères sociologiques, socio-économiques, forestiers et techniques. Les critères techniques ont la priorité, car il est nécessaire d'évaluer l'importance de la ressource disponible dans le terroir du village avant de s'engager dans une procédure d'exploitation (les villages ne disposant pas de ressources ligneuses suffisantes peuvent cependant se voir proposer des actions de développement du capital forestier).

Parallèlement à l'évaluation préliminaire, une enquête sociologique est menée pour, notamment, analyser le sérieux de la demande par les villageois. A ce stade, l'animateur doit être en mesure de donner les noms des villages où il poursuivra les procédures.

Le choix du site

C'est une étape basée essentiellement sur des enquêtes socio-économiques, destinées à finaliser le diagnostic villageois qui permettra de définir les conditions exactes dans lesquelles seront créés les marchés et de rédiger le dossier d'agrément :

- analyse des diverses chaînes locales de production/commercialisation primaire du bois de feu grâce notamment à l'enquête «bûcheron» qui vise à déterminer le nombre de bûcherons villageois existants et potentiels ainsi que les conditions d'exercice de ce travail dans le village ;
- évaluation socio-économique des activités agricoles et pastorales ;
- zonage des maîtrises foncières.

Ce dernier point est primordial car les objectifs globaux ne peuvent être atteints que si les questions de droits de propriété, de contrôle et de régime foncier sont résolues. Pour les paysans, les règles énoncées en matière de propriété foncière et de propriété de l'arbre sont multiples (cf. Sidikou, 1997) : *la terre et la forêt sont des dons de Dieu ; la terre et la forêt appartiennent au chef ; la terre et la forêt appartiennent à l'État ; la terre et la forêt appartiennent à celui qui les travaille, etc.* L'État doit lever toute ambiguïté en cette matière. C'est pourquoi les contrats de concession rurale prévus permettront de rassurer les populations rurales en leur accordant l'exclusivité des droits d'exploitation de la forêt tout en préservant les droits d'usage actuels. Désormais, elles seules auront le droit de couper et de vendre le bois de l'espace délimité d'un commun accord.

L'enquête «foncière» permet de définir, sur la base d'un processus de négociations inter-villageois, les limites et les pratiques du terroir sylvo-pastoral du village. Sur le plan technique, l'utilisation du GPS (*Global Positioning System*) couplé à un SIG (Système d'Information Géographique) fait apparaître précisément les limites intervillageoises et les zones non ou doublement revendiquées¹ (cf. Bernard *et al.*, 1997). Cette phase s'accompagne de travaux d'inventaires forestier et pastoral et vise à aider, par la suite, la commission départementale d'agrément du marché à fixer le quota d'exploitation.

Ces éléments techniques et socio-économiques sont ensuite intégrés dans une seule et même grille de décision locale d'implantation de marchés ruraux. C'est la phase de synthèse multi-critères des données de terrain.

Les choix organisationnels et institutionnels

Une fois les villages choisis sur la base des critères précédents, le principal problème à résoudre sera de nature organisationnelle.

La diversité des conditions sociologiques, socio-économiques et forestières d'organisation actuelle des chaînes d'exploitation et de commercialisation du bois est manifeste entre les villages, même distants d'à peine quelques kilomètres.

Comment définir un cadre général d'organisation de ces marchés ruraux qui soit valable dans l'ensemble du pays, tout en conservant le maximum de souplesse nécessaire à une adaptation du dispositif à chaque situation locale? Les propositions ci-après sont donc indicatives, chacun sur le terrain étant responsable de son application et de son adaptation.

L'objectif fixé est d'aider les villageois dans l'élaboration du dossier d'agrément à soumettre à la commission départementale pour la création du marché rural. Des projets de statuts et de règlement intérieur type existent. Il ne s'agit pas de reproduire ces textes non officiels, mais de les étudier en assemblée générale pour les adapter au contexte local. Ainsi, les villages pourront choisir le type de bureau chargé d'administrer la structure, fixer les conditions d'adhésion ou de répartition des recettes hors taxe (les recettes fiscales sont déjà réparties par décret).

1. Il est bien entendu que ce processus de délimitation ne vise pas à interférer dans les débats locaux d'appropriation des terres (qui relève du Code Rural), mais à faire reconnaître par les villageois, notamment par les bûcherons, des limites avant tout techniques facilitant la fixation des quotas d'exploitation et donc la mise en œuvre d'un processus de gestion durable.

Lorsque la structure locale de gestion est créée, un bureau est élu et un gestionnaire désigné. Puis, le quota annuel d'exploitation et de commercialisation est négocié. Tous les éléments recueillis lors des phases préparatoires sont rassemblés : le dossier d'agrément est constitué et déposé auprès du Service de l'Environnement le plus proche qui, après étude, le transmettra pour approbation définitive à la Direction Départementale de l'Environnement (DDE).

La phase de mise en place

La formation préliminaire

Le passage dans les faits d'une innovation aussi profonde et complexe que celle de la création des marchés ruraux ne sera pas possible sans la formation (conçue aussi simple et adaptée que possible) des acteurs appelés à assumer des responsabilités dans le fonctionnement autonome du marché rural. Cette phase de formation constitue donc bien un préalable à la création effective du marché rural.

Les principales personnes bénéficiaires de ces formations sont, en règle générale et sans que la liste ne soit limitative :

- le gestionnaire, qui est l'«agent de vente» du marché et tient les cahiers de stock, de vente et de fiscalité ;
- le trésorier, qui doit être en mesure de vérifier les comptes établis par le gestionnaire (il peut être aidé par des commissaires aux comptes), gère la trésorerie du marché et répartit les sommes collectées entre les différents bénéficiaires (bûcherons, caisse villageoise et État) ;
- le président, souvent le chef de village, qui doit diriger le marché et s'assurer de sa cohésion, en gérant notamment les conflits entre éleveurs et bûcherons, mais aussi les relations avec les villages ayant des limites communes (conflits fonciers) ;
- les bûcherons bénéficient également de formations adaptées à l'objet de leur travail (qualité des arbres coupés, diamètres minimaux d'exploitation, etc.) ; ces conseils, qui sont autant de devoirs, seront modulés en fonction du type de marché rural.

Les choix sociologiques organisationnels et institutionnels

La création d'un marché rural viable et durable implique que la population locale soit intimement associée à la procédure de création et prenne en charge sa part des tâches à effectuer, spécialement durant cette troisième étape.

Du fait de la diversité impressionnante des réalités sociales du monde rural nigérien, il n'est pas possible d'envisager une solution organisationnelle et institutionnelle unique pour tous les marchés ruraux.

Dans tel cas, on pourra juger nécessaire d'associer les bûcherons et les vendeurs de bord de route. Ici, les exploitants de bois seront prêts à se grouper pour vendre leur bois de façon centralisée au niveau du marché rural et pourront ainsi mieux faire bloc face aux acheteurs ; là, au contraire, ils tiendront absolument à conserver chacun la maîtrise de leur commerce individuel.

De même, selon qu'il s'agisse de créer un marché rural orienté (approvisionné par des formations végétales non aménagées) ou un marché rural contrôlé (associé à un aménagement forestier villageois), les termes de la réflexion à mener seront différents.

La préparation (éventuelle) du plan d'aménagement

Dans le cas d'un marché rural contrôlé, il faudra réaliser toutes les opérations techniques préparatoires à l'établissement du plan d'aménagement (cf. Bernard *et al.*, 1997 ; Djibo *et al.*, 1997).

La phase finale des opérations préparatoires

Officialisation de la création du marché rural

Une fois les acteurs formés et les dossiers préparés, il faut officialiser l'existence du marché rural. Le dossier d'agrément, qui a été transmis à une commission départementale présidée par le Directeur Départemental de l'Environnement, est approuvé : le marché est à ce moment officiellement reconnu et son quota déterminé.

Les professionnels du transport sont informés de la création de ce nouveau marché. Des carnets de coupons sont remis par l'administration à la structure locale de gestion qui pourra donc les délivrer aux commerçants au fur et à mesure de leurs achats de bois. Le Tableau I donne les montants actuellement prélevés suivant les cas de figure. Ces coupons doivent être présentés au contrôle forestier à l'entrée des villes. La politique de taxation vise d'une part à encourager les commerçants à s'approvisionner auprès des marchés ruraux, et d'autre part à éloigner les commerçants des zones proches des villes où la pression sur les ressources est la plus forte.

Tableau I. Taux de la taxe (FCFA / stère) selon la distance et le type de marché rural.

		Type de marché rural		
		Première D<40 km	Deuxième 40<D<80 km	Troisième D>80 km
Taux de base		+ 0%	- 10%	- 20%
MR orientés	375	375	337,5	300
MR contrôlés	350	350	315,0	280
Zone incontrôlée			600,0	

Il s'agira, en fin de procédure de création de ces marchés ruraux, d'asseoir ceux-ci sur les plans juridiques et institutionnels par l'adoption de textes adaptés. Pour cela, deux textes principaux non officiels doivent être adoptés par les villageois :

- le statut est en quelque sorte l'arrêté de création administrative du marché rural. Il est traduit dans les langues locales, discuté et approuvé par la communauté villageoise

et signé par le Président du Bureau. Il définit l'objet du marché rural de bois, les droits et devoirs des associés, les structures de l'assemblée générale, la composition du Bureau, ainsi que les conditions de retrait-dissolution ;

- le règlement intérieur définit son fonctionnement, précise le rôle de chacun des membres du Bureau et détermine les sanctions.

L'État délivre finalement l'acte de concession rurale au marché rural, autorisant l'exploitation d'une zone délimitée de son terroir pour une période définie. La concession rurale est accordée par décret après avis des ministres chargés des forêts et des domaines fonciers sur demande de la communauté villageoise.

La formation préliminaire des acteurs locaux

L'identification préalable des compétences locales mobilisables pour le fonctionnement des marchés ruraux permet de concevoir des programmes de formation à la fois plus ciblés, plus limités (donc moins longs et moins coûteux) et par conséquent plus efficaces. Ces formations constituent une tâche très importante puisqu'il faut que la structure du marché rural soit autonome sur le plan de sa gestion le plus rapidement possible (en moins de deux ans) afin que les personnels mobilisés pour sa création et son lancement puissent évoluer vers d'autres zones cibles.

Ces formations simples à la gestion et à la tenue des comptes s'adressent à plusieurs villageois, afin d'éviter qu'une seule personne ne dispose d'un trop grand pouvoir ou ne laisse la structure locale de gestion (SLG) dans une situation délicate en cas de départ. La formation des membres de la SLG en alphabétisation/gestion et en animation rurale doit assurer un transfert réel et durable des compétences nécessaires à l'autogestion des marchés ruraux de bois. Une importance particulière est accordée à l'alphabétisation, étendue éventuellement à l'ensemble de la population. En matière de gestion/comptabilité, il a été conçu un système comptable cohérent et maîtrisable.

À l'issue de ces différentes formations, les membres du marché rural de bois doivent être capables de connaître et d'expliquer tous les organes et les mécanismes de son fonctionnement. Les responsables seront capables de tenir correctement les différents documents comptables. Ni les projets, ni les services de l'Environnement ne doivent se substituer à la réalisation de ces tâches. Désormais ils se limiteront essentiellement à un rôle de conseil, avec une aide ponctuelle et occasionnelle.

Le marché rural de bois est l'affaire des villageois. Son sort dépend avant tout de leur dynamisme, de leur motivation et de leur volonté d'en faire un outil de développement au service exclusif de la communauté.

La création effective du marché rural

La constitution du groupement des producteurs

L'adoption des textes une fois réalisée, le groupement des producteurs devra prendre une existence concrète par l'adhésion volontaire des bûcherons et notamment par la délivrance des «cartes bûcherons» annuelles. La cotisation annuelle est définie par le Bureau du marché. Chaque village délivre un modèle de carte à sa propre couleur de façon à ce que

l'administration puisse, dans ses opérations de contrôle et de suivi, faire la différence entre d'une part les bûcherons-villageois et les bûcherons-salariés et d'autre part, les bûcherons de villages limitrophes.

La délimitation

Il faudra ensuite matérialiser, en concertation avec les responsables des terres des villages, l'ensemble du groupement des producteurs et les autorités administratives locales, les limites déjà préidentifiées lors de la phase préliminaire :

- de la zone de collecte du bois pour un marché rural orienté ;
- de la forêt villageoise à aménager et de son parcellaire pour un marché rural contrôlé.

Le quota annuel du marché rural

Il a été fixé et notifié à la SLG par l'administration de l'Environnement lors de la remise des carnets de coupons.

L'appui technique au démarrage du marché rural

Les opérations de coupe et de vente du bois dans le cadre du marché rural pourront alors débuter. Il sera vraisemblablement nécessaire que le projet apporte au démarrage une assistance technique à la structure locale de gestion et aux groupements de producteurs avant que le marché rural ne trouve un certain rythme de croisière.

Aucun appui financier au démarrage de l'exploitation dans les marchés ruraux n'est prévu. Il se peut, dans certains cas, selon les moyens dont dispose l'administration, qu'une avance au démarrage sous forme d'un fonds de roulement remboursable puisse être accordée. Cela constitue une innovation : jamais les exploitants-transporteurs du système incontrôlé n'ont préfinancé en espèces les coupes effectuées par leurs bûcherons salariés ; de temps en temps, des avances en nature (vivres) leur sont concédées pendant la phase d'abattage. Il peut être nécessaire d'aider les membres du groupement des producteurs à s'équiper en matériel (en particulier en moyen de transport : âne et charrette) par la mise en place d'un «crédit-charrette».

Le suivi et l'appui au marché rural

La dernière étape consiste à rendre le marché autonome. Des appuis organisationnels, administratifs, techniques, commerciaux, comptables ou financiers peuvent encore s'avérer nécessaires. Puis le marché rural doit s'autogérer. Un suivi et un contrôle *a posteriori* sont effectués par l'administration. Dans la mesure où l'État reçoit les taxes dues par les transporteurs, son administration n'a pas le droit de s'immiscer dans le marché rural pour décider, à sa place, comment doit être vendu le bois, à quel prix et au profit de qui. Il doit néanmoins se préoccuper de la façon dont sont utilisées les ressources fiscales attribuées aux réinvestissements dans la forêt (quelles actions) et dans le village (au profit de quelle catégorie sociale). Le quota annuel peut être réévalué et renégocié annuellement.

Le suivi peut être divisé en deux phases :

- la phase de suivi opérationnel des activités de gestion financière et technique du marché rural ; cette phase s'achève très rapidement puisqu'en deux ans au plus, le marché rural doit être en mesure de gérer seul ses activités ;
- la phase de suivi institutionnel (ou administratif) qui concerne notamment les opérations de vérification des versements des taxes à l'État ainsi que le suivi des quotas d'exploitation.

Le suivi et l'appui pendant la phase opérationnelle

Durant une certaine période après leur lancement, les marchés ruraux ont besoin d'un suivi et d'un appui périodique fréquent dans le domaine comptable et financier. Cet appui/suivi concerne :

- la comptabilité et la gestion courante tant sur le plan des stocks que des finances : il s'agit de s'assurer que l'État sera à tout instant, après le retrait des institutions de mise en place, en mesure de vérifier le fonctionnement fiscal du marché rural ;
- les crédits financiers à l'équipement des membres du groupement de producteurs.

Le suivi et l'appui comptable

C'est à ce niveau que la nécessité d'un appui régulier en phase de démarrage sera la plus nette et la plus fréquente. Mais très rapidement, si la formation préalable à la création du marché rural a été suffisante (et si elle a été éventuellement complétée par la suite), il ne s'agira plus que d'assurer un suivi et un appui rapide de routine : aide à l'établissement des comptes, vérifications diverses, règlement des problèmes occasionnels.

Le suivi financier du crédit

Le suivi des crédits d'équipement consentis aux membres du groupement des producteurs demandera une attention moins fréquente mais plus précise. Il faudra aider à la tenue des comptes de crédit individuels, veiller au respect des échéanciers de remboursement des fonds avancés par le projet et à la réattribution de nouveaux prêts.

L'assistance à la gestion des bénéfices des structures locales de gestion

L'assistance à la gestion des bénéfices restant à la structure locale de gestion sera à la fois importante et délicate à assurer. Importante, parce que la bonne et équitable utilisation de ces fonds déterminera à terme l'image (et peut-être la pérennité) du marché rural et le règlement des conflits toujours possibles liés aux modifications de la gestion de l'espace générées par l'existence du marché rural (problèmes pastoraux, monopole de la coupe et du commerce local du bois pour le groupement des producteurs. Cf. Jolly, 1997). Il sera donc important d'inciter la structure locale de gestion à financer sur ses bénéfices des actions d'intérêt collectif, bénéficiant largement aux autres catégories ou groupes sociaux locaux non directement parties prenantes du marché rural. Délicate, car il sera indispensable de laisser à la structure locale de gestion la liberté et la responsabilité de ses choix.

Cela imposera sans doute au projet d'apporter à la structure locale de gestion une assistance technique (pour la conception et la réalisation de ces actions) dans des domaines ne relevant pas de sa compétence : puits, structures sanitaires. Il faudra alors que le projet s'entoure de compétences ou d'appuis extérieurs adaptés.

La phase de suivi institutionnel

Elle concerne notamment la phase qui suit le retrait du projet et qui durera tant que l'exploitation se poursuivra. Elle comprend le suivi, par le service forestier, dans le cadre de ses opérations de contrôle, du respect des normes de coupe et des quotas d'exploitation et le contrôle fiscal des versements des taxes aux régions nationales ou d'arrondissement.

Conclusion

Le processus qui vient d'être décrit a dépassé le stade conceptuel, puisque fin 1994, près de 40 marchés ruraux sont opérationnels dans les départements de Tillabery et de Zinder. Les grandes étapes de ce processus paraissent indispensables, surtout dans le cadre d'une opération qui serait développée à grande échelle. Ce sera l'enjeu de la deuxième phase du projet Énergie II. Au fur et à mesure de l'augmentation du nombre de marchés ruraux, il sera nécessaire d'observer si le processus de mise en place suit le même cheminement que celui évoqué ci-dessus. Si des modifications apparaissent, il faudra prendre soin qu'elles n'entraînent pas la démarche dans une dérive non contrôlée. Les marchés ruraux ne doivent pas se transformer jusqu'à devenir aussi dévastateurs que les structures informelles qu'ils sont censés remplacer.

Le marché rural est un organisme à vocation coopérative. Le système de gestion mis en place tient compte des contextes socio-économiques et écologiques propres à chaque terroir villageois. A la différence des coopératives forestières existantes, le marché rural de bois est créé à partir d'un village. En outre, le système est souple et léger, il ne demande pas de longs délais de mise en place et d'importants moyens financiers et d'encadrement, il est facilement reproductible. Le marché rural apparaît comme une version simplifiée et améliorée des systèmes mis en place par les pionniers. Il s'intègre dans un dispositif global intégrant une réforme fiscale et réglementaire et s'appuyant sur un système de contrôle renforcé à même de protéger ces marchés ruraux. Il constitue enfin une «porte d'entrée» à d'éventuelles actions de gestion des ressources naturelles (cf. Montagne, 1997).

Références

- Attari B., 1997. Le schéma directeur de l'approvisionnement en bois de la ville de Niamey. In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 25-37.
- Bernard C. Boureima A., Fauvet N., Peltier R., Yaye O., 1997. Les systèmes d'information géographique au service des aménagements villageois. In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 225-233.

Djibo H., Montagne P., Geesing D., Peltier R., Touré A., 1997. L'aménagement villageois sylvo-pastoral de la formation de brousse tigrée de Tientiergou (arrondissement de Say, Niger). In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 203-215.

Jolly J.M., 1997. Résultats techniques et économiques de l'expérience «contrôlée» d'un massif forestier sahélien au nord de Niamey (Niger). In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 247-260.

Mahamane L.E. et Montagne P., 1997. Les grands axes stratégiques du Projet Énergie II-Volet Offre, pour une gestion rationnelle des écosystèmes forestiers péri-urbains au Niger. In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 155-167.

Montagne P., 1997. Les marchés ruraux de bois-énergie : outils de développement rural local. In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 185-202.

Sidikou H.A., 1997. Droits d'usage traditionnel locaux et demande externe des populations urbaines au Niger. In : d'Herbès J.M., Ambouta J.M.K., Peltier R., eds. *Fonctionnement et gestion des écosystèmes forestiers contractés sahéliens*. John Libbey Eurotext, Paris : 3-14.

Annexe 1.

Temps et coûts nécessaires à la mise en place d'un marché rural

Temps nécessaire à la mise en place d'un marché rural (en h/j).

(Source : Propositions pour une 2^e phase de mise en œuvre de la Stratégie Énergie Domestique, mai 1994.)

Type de marchés ruraux	orienté	contrôlé
Études préliminaires	54	62
Étude foncière / délimitation	10	15
Étude pastorale	10	13
Enquête bûcherons	10	10
Inventaire / détermination quota	10	4
Cartographie	4	10
Dossier d'établissement du marché	10	10
Organisation du marché	30	34
Campagne d'information	3	3
Mise en place structure de gestion	3	3
Formation gestionnaire	10	10
Formation bûcherons	4	8
Alphabétisation	10	10
Animation	180	360
Total	264	456

Les différentes tâches énumérées dans ce tableau peuvent être exécutées simultanément ou bien à des intervalles de temps bien précis. La durée d'exécution quant à elle, est fonction de la tâche et du genre de marché à créer.

Cependant, on constate que pour une tâche donnée le délai d'exécution peut être prolongé pour un marché rural contrôlé théoriquement plus délicat à définir.

Les coûts de mise en place des premiers marchés ruraux ont été très variables : entre 1,8 millions FCFA à Torodi I, et plus de 12 millions de FCFA à Say I, non compris la masse

salariale des fonctionnaires de l'administration de l'Environnement qui y ont participé et les coûts de l'assistance technique. Compte tenu du caractère pilote de ces premiers marchés, ces montants ne sont guère représentatifs.

A partir de ces temps, des estimations des coûts globaux en fonction des surfaces aménagées ont pu être obtenues. Ces estimations sont résumées dans le tableau suivant :

Coût de mise en place d'un marché rural (en FCFA/ha).

(Source : Propositions pour une 2^e phase de mise en œuvre de la Stratégie Énergie Domestique, mai 1994.)

Superficie (ha)	MR orienté	MR contrôlé
1 000	4 426	8 435
1 500	2 951	6 290
2 000	2 213	5 217
2 500	1 770	4 574
3 000	1 475	4 145
3 500	1 265	3 838

Le coût par hectare est variable en fonction de la surface à aménager et du type de marché à créer. Ainsi on constate que plus la surface est grande, plus le coût par hectare est réduit.

Le coût par hectare d'un marché rural contrôlé est presque double de celui d'un marché rural orienté. Cela est dû essentiellement à la durée d'exécution plus longue de certaines tâches en marché rural contrôlé, en particulier l'étude foncière et la délimitation. De plus à ces coûts supplémentaires il faut ajouter celui des photographies aériennes (2 000 FCFA/ha), pratiquement inutilisées en marché rural orienté.

Il faut bien préciser que ces coûts sont indicatifs et donnent surtout un ordre de grandeur qui montre bien que la Stratégie Énergie Domestique et les marchés ruraux qui lui sont associés constituent une solution à moindre coût, qui permet aux villageois (bûcherons ou non), par les ressources monétaires (fiscales ou non) dégagées, d'autofinancer des actions de développement local.